

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.-U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner
au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 35.

Prix du numéro : 7 centimes.—Annonces, la ligne : 10 centimes
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou
par un bon sur la poste.

JEUDI, 31 AOUT 1882

NOTRE PRIME

Nous annonçons à nos abonnés que la Prime que nous leur offrirons cette année sera beaucoup plus belle que toutes celles que nous avons offertes jusqu'ici. Cette prime sera prête vers la fin de septembre ou au commencement d'octobre prochain.

OÙ EST LE SOLDAT ?

A la fin du siècle dernier, la France fut prise d'un accès de réformes en tous genres. Les institutions n'étaient plus en rapport avec l'esprit du siècle ; tout avait marché autour d'elles ; il fallait les pousser dans la voie du progrès. Par malheur, cet esprit fut exploité par des scélérats et les réformes dépassèrent le but que des hommes bien intentionnés lui avait assigné.

La nation parut bientôt en délire et se lança tête baissée dans les monstruosité de 93. La révolution fit monter sur l'échafaud un saint roi, une reine, des milliers de nobles et de religieux, proscrivit les prêtres et fit asseoir sur l'autel de Notre-Dame le "marbre vivant" d'une fille publique : la déesse Raison remplaçait Dieu dans l'antique cathédrale.

La France succombait sous toutes ces monstruosité ; elle courait à l'abîme. Un soldat se présente soudain comme l'envoyé du ciel, et du plat de sa vaillante épée pousse dans le ruisseau les infâmes qui prostituaient l'honneur de la France ! La première république française avait vécu.

Un soldat avait ramené l'ordre.

Cinquante ans plus tard, le trône de France croulait encore sous les coups de la révolution et la république de 48 apparaissait pour accabler de déceptions ses plus sincères adeptes.

Elle allait à son tour rouler dans le sang, tenter l'expérience de cent folies grotesques, lorsque le neveu du vainqueur de la première république, homme déterminé, l'arrête brusquement dans sa course.

Napoléon III, "sortait, selon son expression, de la légalité pour entrer dans le droit" ; l'empire était fait et le pays ratifiait, par le vote presque unanime de tous les Français, le passage de la licence à l'ordre et aussi au despotisme.

C'était encore le sabre qui sauvait la France.

L'empire, après dix-neuf années de règne, s'effondra au milieu d'un immense désastre national et fit place à une nouvelle république, qui prit rang au milieu des gouvernements de l'Europe sous les meilleurs auspices. Les dernières années de l'empire et surtout la catastrophe qui l'a emporté avaient fait naître des dégoûts insurmontables à l'endroit du régime déchu. Un vieil homme d'état, jouissant d'un grand prestige en France et en Europe, se chargea de veiller sur le berceau de la troisième république pour l'empêcher de tomber dans les fautes si fatales à ses aînées.

M. Thiers ne lui ménagea pas les avertissements. L'historien du *Consulat et l'Empire*, l'ancien ministre de Louis-Philippe, lui montra la voie à suivre, les écueils à éviter. "La république, pour exister, devra être conservatrice," disait-il. En formulant cette maxime à l'usage des républicains, il voulait leur faire entendre que ce serait une faute politique de toucher aux institutions aussi anciennes que la nation, qui avaient fait sa force et qui faisaient partie pour ainsi dire de ses organes. M. Thiers visait peut-être aussi à démontrer qu'il s'était trompé lorsqu'il avait dit, quinze ans auparavant, que la république en France était destinée à périr dans le sang ou l'imbécillité.

La république a-t-elle suivi les conseils du Nestor du nouveau régime ? Hélas, non ! A l'influence de M. Thiers, minée par M. Gambetta, se substitua bientôt celle de ce radical, et dès ce moment, la république commença à glisser sur une pente où M. Gambetta lui-même trouve maintenant qu'elle va trop vite. L'apôtre de la revanche, l'homme qui devait rendre l'Alsace et la Lorraine à la France, se prépara à cette grande entreprise en prêchant la guerre aux moines désarmés. Pour faire face à l'Allemagne unie, ne lui fallait-il pas une France divisée ? Ses lieutenants conduisirent la guerre religieuse ; on sait avec quel succès et quel enthousiasme ils escaladèrent les couvents ; la victoire remportée sur les moines et les religieuses fut aussi brillante que complète. Et les vaincus, au nombre de trente mille, chassés de leur domicile, au nom de la liberté et de la fraternité, se préparèrent à prendre le chemin de l'exil. La république venait de prouver qu'il était plus facile de vaincre les moines que les Allemands et qu'elle haïssait moins les Prussiens que les catholiques.

Voilà le premier excès de la république, mais, hélas, ce n'est pas le dernier ! Ces grands hommes ont décrété que l'enseignement de l'état devait être athée ; qu'il fallait chasser Dieu de partout. Ils ont décroché les crucifix des écoles et des cours de justice. Ce n'est pas encore tout. Ils préparent des mesures les plus radicales, les plus propres à blesser, à irriter la majorité de la nation. La Chambre, que tous les journaux de France s'accordent à regarder comme la réunion d'hommes les plus ineptes que ce pays ait jamais vus, a décidé en principe qu'il était nécessaire, pour assurer le bonheur du pays, d'abolir le concordat qui règle les relations de l'Eglise et de l'Etat, de confisquer les propriétés religieuses.

En regard de tous ces crimes, qui sont la condamnation sans appel de la république, a-t-elle à son crédit des actes de nature non pas à racheter ses fautes, mais à les faire oublier un instant ? A-t-elle couvert la France de gloire à l'extérieur ? Hélas, jamais son nom n'a été prononcé avec moins de respect en Europe. Son influence dans le concert européen est nulle. L'Italie la brave, l'Angleterre la dédaigne, l'Allemagne fait trembler ses grands hommes et elle ne compte pas plus qu'une puissance de second ordre.

La république en est arrivée à ce point, que le dégoût gagne les républicains eux-mêmes. Nous ne voulons pas parler des hommes éminents comme MM. Jules Simon, Vacherot, qui ont combattu le régime actuel qu'ils appelaient jadis de tous leurs vœux, mais ce dégoût atteint les journaux comme la *République Française*, organe de M. Gambetta, qui disait au lendemain de la fête nationale : "Elle est tombée, cette année, au milieu d'événements et de préoccupations qui semblent faits pour porter les esprits et les cœurs à la réflexion et au recueillement plutôt que pour les jeter dans l'expansion bruyante d'une joie sans mélange..."

"On confond l'esprit de liberté avec la tendance à relâcher tous les liens du corps social. On renie systématiquement toutes les traditions, toute l'histoire de la France. On nous indique pour but idéal à atteindre une société nouvelle et encore inconnue où rien ne subsistera de ce qui a fait autrefois la France forte, respectée et glorieuse, la France objet de l'adoration de l'univers. Que sera cette société ? Sera-t-elle seulement possible ? On est en droit d'en douter sérieusement..."

Ce n'est pas un aveu isolé ; un journal qui croyait à la république à son avènement, vient d'amener son pavillon, vaincu par le dégoût : "Etant donné le résultat auquel a abouti l'essai loyal de la république, il est temps pour les libéraux de reporter toutes leurs espérances vers la monarchie constitutionnelle. J'ai le courage de proclamer hautement ma déception, et je renonce à la lutte sur un terrain que je croyais perdu." Ces paroles attristées sont dans la même note que celles que l'on attribue à un sénateur qui vient d'être nommé par M. de Freycinet, M. Allou, croyons-nous : "La France ne s'est jamais trouvée dans un gâchis pareil ; nous assistons aux dernières convulsions de la république !"

L'heure du troisième soldat n'est-elle pas arrivée ?

Les républicains n'ont-ils pas perdu toutes chances d'implanter la république en France ? Les plus sincères, les plus honnêtes d'entre eux le déclarent. Ah !

si le vieux peuple franc avait sa fierté, sa vigueur des anciens jours, ou si la partie saine de sa population avait le tempérament révolutionnaire des républicains, il y a longtemps qu'il aurait rejeté ses tyranneaux. Mais un jour arrivera, qui n'est peut-être pas éloigné, où le dégoût fera place à la colère, et vienne alors un soldat audacieux, un Bonaparte, d'un coup de sabre ou plutôt d'un coup de botte, il aura raison de tous ces usurpateurs d'un jour, sans que la nation révoltée proteste contre la violence. S'il est vrai que l'histoire se répète et que les mêmes causes produisent les mêmes effets, ceci devra être l'histoire de demain, étant donné l'exemple des deux autres républiques. Et ce soldat audacieux, auteur d'un nouveau coup d'état, violateur d'une constitution sortie elle-même de la violence, sera, grâce aux excès de la république, proclamé sauveur de la patrie !

A. D. DECELLES.

LE MINISTÈRE DUCLERC

Au vide des journaux politiques, à l'absence de toute nouvelle et même de toute polémique, dit un journal français, il est facile de juger que les adversaires mêmes du nouveau ministère n'ont plus qu'une pensée : se reposer, et qu'ils feront volontiers crédit à M. Duclerc pendant les deux mois des vacances.

M. Camille Pelletan a trouvé dans la *Justice* un mot amusant pour désigner le cabinet Duclerc : "C'est, dit-il, un ministère Gambetta, vu de dos." Ce qui est certain c'est que M. Gambetta se prononce décidément comme très favorable au nouveau cabinet. La *République française*, qui laissait à l'*Estafette* et au *Paris* le soin de saluer poliment M. Duclerc, se déclare nettement aujourd'hui prête à le soutenir, à une condition cependant que résume le journal de M. Gambetta :

"Avec de la bonne volonté, pourvu qu'elle soit agissante, on peut faire des prodiges. Ce que nous souhaitons au cabinet du 7 août, c'est de l'énergie, de la vigueur, de la résolution. Sa vraie tâche n'est pas seulement de faire évanouir les inimitiés entre républicains, c'est aussi de rétablir le pouvoir exécutif qui va s'affaiblissant de mois en mois."

C'est peut-être beaucoup demander ; mais il est à croire que M. Gambetta sait à qui il a affaire puisqu'il a trois amis dans le cabinet nouveau. Quant à la question extérieure, la *République française*, après M. Ranc, répète "qu'aujourd'hui la France ne peut suivre en Egypte la politique conseillée dès le début," c'est-à-dire qu'il ne peut plus y avoir d'intervention. C'est un embarras de moins pour M. Duclerc, qui bénéficie des hésitations de M. de Freycinet.

Le *Voltaire* fait ressortir que l'avènement des ministres nouveaux est un succès pour l'Union républicaine :

"Le groupe important de l'Union républicaine, que l'on s'était efforcé depuis plusieurs mois de mettre hors la majorité, commence à recouvrer sinon dans son intégrité, tout au moins dans une certaine mesure, sa part légitime d'influence. Ce premier résultat, pour incomplet qu'il soit, n'en est pas moins un excellent symptôme."

La suite flaire fort la dissolution prochaine, et tout en menaçant les députés qui ont renversé M. Gambetta, a l'air de signifier que le cabinet Duclerc aura surtout pour objet de préparer le retour du grand homme :

"Le pays attentif saura reconnaître, à l'heure du jugement électoral, ceux qui auront donné des gages de leur patriotisme et de leur désintéressement."

"Le ministère Duclerc, même s'il n'a devant lui qu'une courte existence, est en mesure de rendre de réels services à la patrie républicaine."

Le *Sidèle* se borne à une adhésion pure et simple :

"Le ministère Duclerc aura le concours de tous les républicains de raison et de bonne volonté, de ceux qui font passer l'intérêt général de la France et de la République avant leurs intérêts particuliers."

Tout indique qu'à la rentrée le combat décisif se